



Belgeo

Revue belge de géographie

4 | 2017

**La Belgique : quelques nouveaux regards sur un pays
en forte mutation – Belgium: some new looks at a
highly evolving country**

Les structures économiques de la Belgique et leur spatialité, des Golden Sixties à aujourd'hui

Christian Vandermotten



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/20564>

DOI : 10.4000/belgeo.20564

ISSN : 2294-9135

Éditeur :

National Committee of Geography of Belgium, Société Royale Belge de Géographie

Référence électronique

Christian Vandermotten, « Les structures économiques de la Belgique et leur spatialité, des Golden Sixties à aujourd'hui », *Belgeo* [En ligne], 4 | 2017, mis en ligne le 18 juillet 2018, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/20564> ; DOI : 10.4000/belgeo.20564

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.



Belgeo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Les structures économiques de la Belgique et leur spatialité, des Golden Sixties à aujourd'hui

Christian Vandermotten

Processus d'accumulation et évolution des structures

- 1 L'évolution des structures économiques, décrites ici en utilisant comme indicateur la valeur ajoutée, doit être examinée en relation avec les fluctuations des taux de croissance de l'économie et en particulier avec celles des taux d'accumulation nette du capital. Une période de forte croissance devrait être favorable à des investissements nouveaux, modifiant les structures de production de manière positive. En revanche, en période de faible croissance et de faibles investissements, on devrait observer une accélération des désinvestissements et des fermetures d'entreprises dans les secteurs les plus obsolètes, même si de telles évolutions négatives peuvent aussi être de grande ampleur durant les périodes de forte croissance, comme l'ont par exemple montrées les fermetures massives de charbonnages à partir de la seconde moitié des années 1950.
- 2 L'examen des taux de croissance de l'économie belge depuis les années 1950 montre une tendance globale à la baisse des taux de croissance (fig. 1). Dans cette tendance globale s'inscrivent une série de cycles courts, scandée par 5 années de croissance négative depuis 1953, année de la mise en place de la comptabilité nationale : 1958 (mais moins que dans d'autres pays du fait de la tenue de l'Expo, qui a soutenu l'économie), 1975, 1981 (avec une rechute en 1983), 1993, 2009 (avec une rechute en 2013). Les reprises après ces années de récession apparaissent de moins en moins vigoureuses, tout comme d'ailleurs les niveaux des pics de croissance. Si on considère ces années de pics, on peut diviser la période débutant avec la mise en place de la comptabilité nationale en 6 sous-périodes : 1954-1970 (y compris la crise de 1958), 1971-1980, 1981-1988, 1989-1999, 2000-2007 et 2008-2015.

Figure 1. Taux de croissance annuel de l'économie belge.

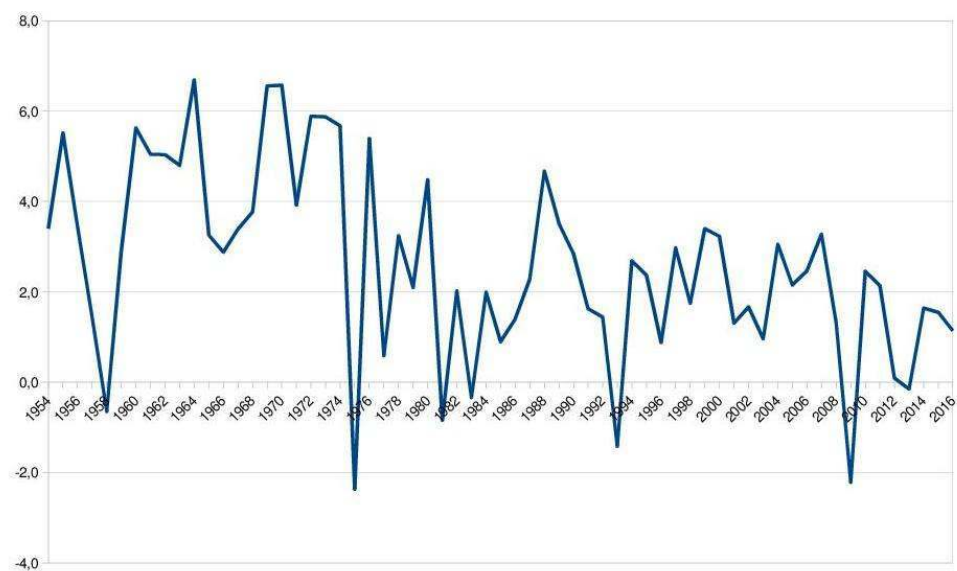


Tableau 1. Taux de croissance annuel tendanciel du PIB.

Taux de croissance annuel moyen tendanciel	Royaume	Flandre sans Hal-Vilvorde (sans le Brabant flamand avant 1985)	Wallonie (sans le Brabant wallon)	Aire métropolitaine bruxelloise (y compris arr. de Louvain avant 1985)(a)	dont Bruxelles-Capitale
1954-1970	4,1
1971-1980	3,4	4,1	3,2	2,6	1,8
1981-1988	1,5	2,2	0,7	1,0	0,7
1989-1999	2,0	2,2	1,3	2,1	1,1
2000-2007	2,3	2,4	1,7	2,8	2,4
2008-2015	0,8	1,2	0,4	0,6	0,1
dont 2008-2011	0,9	1,1	0,8	0,6	0,4
dont 2012-2015	0,8	1,2	0,0	0,5	-0,1

(a) Aire métropolitaine limitée aux arrondissements de Hal-Vilvorde et de Nivelles.

Tableau 2. Evolution de la structure du PIB de la Belgique.

	1954	1964	1974	1980	1988	1999	2007	2011	2015
Recherche									
Agriculture, sylviculture et pêche	8,0	6,6	4,4	2,4	2,2	1,5	1,0	0,7	0,7
Industries extractives	4,5	2,5	1,1	0,6	0,9	0,5	0,1	0,1	0,1
Boissons alimentaires, boissons et tabac	6,2	5,5	5,0	4,6	4,4	2,5	2,1	2,0	2,2
Textiles, habillement, cuir et chaussure	4,6	4,2	3,4	2,1	1,9	1,1	0,7	0,4	0,4
Bois, papier et imprimerie							1,1	0,9	0,8
Édition, audiovisuel et diffusion	2,6	2,7	3,3	2,8	2,7	1,9	0,8	0,8	0,8
Colofaction et raffinage	0,4	0,6	0,3	0,4	0,3	0,4	0,6	0,2	0,6
Industrie chimique							2,4	2,2	2,4
Industrie pharmaceutique	2,4	1,8	3,4	3,3	3,7	3,5	1,5	1,5	1,6
Prod. en caoutchouc et en plastique, autres prod. minéraux non métal.	1,5	1,9	1,6	1,2	1,1	1,8	1,5	1,3	1,2
Métallurgie et produits métalliques, sauf machines et équipements	2,6	2,6	3,6	1,9	2,3	2,7	2,8	1,9	1,7
Produits informatiques, électroniques et optiques				0,2	0,2		0,6	0,3	0,3
Équipements électriques				2,8	2,0	1,5	0,5	0,5	0,4
Machines et équipements n.c.a.	7,0	8,7	9,1	2,7	2,1	1,2	1,2	1,1	1,0
Matériels de transport				3,0	3,2	1,7	1,2	1,0	1,0
Autres ind. Manuf. : réparation et install. De machines et d'équipements	1,0	1,0	1,4	1,5	1,7	0,6	0,6	0,8	0,8
Ind. Manufacturières (y compris édition)	26,2	26,9	31,1	26,6	25,5	19,0	17,7	15,1	15,1
Electricité, gaz, vapeur et air conditionné	1,5	1,5	2,0	1,9	3,0	2,7	1,8	2,0	1,4
Eau : assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,6	0,6	0,9	1,1			0,8	0,9	1,0
Construction (FF)	5,6	8,0	6,6	7,8	5,2	5,0	5,4	5,7	5,4
Transports et entreposage (HH)	5,6	5,8	6,6	7,1	6,5		6,1	5,8	5,4
Télécommunications (JB)	1,2	1,4	1,5	1,6	1,7	6,9	1,8	1,6	1,4
Énergie, eau, construction, transports et télécommunications	14,5	17,4	17,7	19,5	16,4	18,6	15,8	16,1	14,6
Commerce : réparation d'automobiles et de motocycles				9,6	10,7	11,8	13,3	12,6	12,3
Hébergement et restauration	12,3	12,3	12,4	1,7	1,9	1,6	1,7	1,8	1,9
Commerce, hébergement, restauration	12,3	12,3	12,4	11,3	12,7	13,4	15,1	14,4	14,2
Activités financières et d'assurances	2,6	3,6	4,0	4,6	6,5	6,5	5,1	6,3	6,3
Activités immobilières	9,2	6,3	4,6	4,7	6,0		9,1	8,7	8,5
Activités informatiques et services d'information							1,5	1,8	2,0
Recherche-développement scientifique							0,3	0,4	0,4
Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques	2,0	2,0	2,4			21,5	7,0	7,8	8,4
Autres activités capitalisées, scientifiques et techniques							0,8	0,7	0,7
Activités de services administratifs et de soutien							4,2	4,0	4,3
Services marchands	11,8	11,9	11,0				27,8	28,0	29,6
Activités pour la santé humaine	1,4	1,7	2,1				4,4	4,8	5,0
Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement							6,2	2,2	2,4
Arts, spectacles et activités récréatives	6,6	6,4	6,2				0,7	0,7	0,7
Autres activités de services							1,3	1,4	1,5
Activités des ménages en tant qu'employeurs; activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre	1,3	1,6	1,3				0,5	0,2	0,1
Services sociaux, domestiques et non-marchands	9,4	9,7	9,7				9,9	8,7	9,4
Enseignement	3,1	4,0	5,6				6,4	6,3	6,8
Administration publique	6,3	6,7	7,4	13,7	11,6		7,9	7,4	7,8
Administration publique et enseignement	9,4	10,7	13,0	13,7	11,6	14,3	13,7	14,5	14,8
Services et administration	11,8	11,3	11,6	11,3	12,9	11,3	10,4	11,6	11,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

- La période de forte croissance antérieure à 1975 représente l'archétype du fordisme, du keynésianisme et de la régulation économique. L'État, qui s'était à la sortie de la guerre investi dans le combat pour la reprise de la production charbonnière et sidérurgique, accompagne le repli du charbon organisé à l'échelle de la CECA. Les lois d'expansion économique de 1959, complétées en 1966 et en 1970, encadrent la forte croissance qui suit la crise de 1958 et se prolonge jusqu'en 1974. Les pouvoirs publics investissent massivement dans le réseau autoroutier, les voies d'eau et la construction de zonings industriels.
- Après la crise de 1975, la fin des années 1970 est caractérisée par une tentative de poursuite du fordisme keynésien dans une perspective contre-cyclique. Le ralentissement de la croissance s'accompagne d'un renforcement de la formation brute du capital par les pouvoirs publics. Mais l'approfondissement des déficits budgétaires entraîne à son tour un ralentissement de ce type d'investissements durant les années 1980, en même temps que l'on observe un net repli de l'investissement des entreprises et de faibles performances économiques globales.
- Durant les années 1990 et jusqu'à 2007, les taux de croissance se stabilisent à un niveau satisfaisant, certes moindre que durant les Golden Sixties. Les investissements des entreprises reprennent, alors que ceux des pouvoirs publics restent à un niveau faible, bien qu'en progression.
- Enfin, la croissance reste globalement déprimée après la profonde crise de 2009.

Quelles sont les évolutions des structures économiques à mettre en parallèle avec ces fluctuations de la croissance (tableau 2) ?

Entre 1954 et 1973, on observe un effondrement de la part de l'agriculture et des

charbonnages dans la formation du PIB, passant ensemble de 12,5 % à 5,2 % du PIB. Les investissements fordistes confortent le poids de l'industrie manufacturière et des infrastructures qui en accompagnent le développement (industries manufacturières et « utilities » - les services à la collectivité, fourniture d'électricité, d'eau, de gaz, traitement des déchets - passent de 42,7 % à 48,8 % du PIB). À l'intérieur de l'industrie manufacturière, la part des industries alimentaires, du textile, de la confection se tasse (de 10,8 % du PIB en 1954 à 8,4 % en 1973), alors que celle de la métallurgie et de la fabrication de machines se consolide (de 9,6 % à 12,7 % du PIB). Le poids de la chimie se renforce, mais seulement à partir des années 1960. Les évolutions sectorielles restent limitées dans le secteur tertiaire ; il faut toutefois noter le renforcement du poids des activités administratives publiques et de l'enseignement (de 9,4 % à 13,0 % du PIB), qui rend bien compte du rôle régulateur croissant de l'État.

- 7 À partir de la seconde moitié des années 1970, alors que la part de l'agriculture et plus encore des industries extractives dans le PIB continue de se contracter, pour devenir résiduelle, l'industrie manufacturière régresse à son tour : de 31,1 % du PIB en 1973 à 15,1 % en 2015, avec une chute particulièrement brutale durant les années 1990. Cette chute résulte de la désindustrialisation relative des pays situés au centre de l'économie-monde qui accompagne la globalisation, mais aussi pour une part de l'externalisation massive de leurs services par les entreprises industrielles. Cette forme de tertiarisation caractérise spécialement les décennies 1980 et 1990 : l'ensemble des activités de services, hors commerce et services publics, passe de 25,6 % du PIB à 37,2 % entre 1980 et 1999 (de 20,7 % à 40,4 % entre 1973 et 2015). Les seules activités de services marchands directement liées à la vie des entreprises (hors activités immobilières, financières et d'assurances) passent de 2,4 % du PIB à 15,8 % entre ces deux dernières dates. Malgré les discours néo-libéraux, le poids des services publics dans le PIB se maintient, voire se renforce légèrement par rapport au niveau atteint à la fin des Trente Glorieuses, sauf, dans un contexte d'austérité renforcée, durant les années 1980. Ce maintien peut partiellement s'expliquer par la difficulté d'augmenter la productivité dans les services publics au même rythme que dans d'autres secteurs, ce qui entraîne mécaniquement un glissement de la production de valeur au profit de ceux-ci.
- 8 Globalement, on peut dire que la mutation structurelle correspondant à la période de forte croissance fordiste après la Seconde Guerre mondiale a profondément impacté les structures économiques du pays, mais à l'intérieur du secteur industriel. De la sorte, elle n'a pas modifié radicalement les grandes répartitions sectorielles, au-delà d'un renforcement de la contribution des services publics à la formation du PIB. En revanche, les mutations structurelles intersectorielles ont été considérables lors du passage d'une économie fordiste industrielle à une économie postfordiste, durant les décennies 1980 et 1990, du fait de l'effondrement de la part de l'industrie et du gonflement du poids des services marchands. Cette nouvelle composition structurelle est globalement réalisée dès la fin des années 1990 et, depuis, elle n'a plus été fortement modifiée, mais seulement confortée.

Les turelles régionales

- 9 Ces turelles peuvent être déclinées selon les trois Régions du pays (tableau 3).
- 10 **Avant 1973**, la progression de la part de l'industrie manufacturière est le fait de la Région flamande, alors que cette part stagne en Wallonie et que la désindustrialisation s'amorce

à Bruxelles dès les années 1960. Si on ajoute l'extraction au secteur manufacturier, la désindustrialisation relative est déjà présente aussi en Wallonie durant ces années 1960. Durant cette période fordiste, la régression relative du textile et de la confection et dans une moindre mesure des industries alimentaires affecte évidemment plus la Flandre, spécialisée dans ces secteurs, que la Wallonie. Mais les nouveaux investissements des Golden Sixties modernisent bien plus l'appareil industriel flamand que le wallon : la part de la chimie progresse nettement en Flandre, avec des développements neufs en pétrochimie, alors qu'elle stagne en Wallonie, spécialisée dans la chimie minérale traditionnelle. Si la sidérurgie et la métallurgie lourde se maintiennent avec une part élevée du PIB en Wallonie (8,9 % en 1973 contre 1,9 % en Flandre), en revanche la fabrication de machines, d'équipements et de matériel de transport progresse en pourcentage en Flandre alors qu'elle régresse en Wallonie, montrant ainsi la difficulté de cette Région à remonter et à renouveler ses filières technologiques. Au terme de la période, la Flandre est devenue plus industrialisée que la Wallonie, ce qui n'était pas encore vrai au milieu des années 1960.

- 11 **Après 1975**, la désindustrialisation bruxelloise devient radicale, la part de l'industrie manufacturière dans le PIB régional, passée sous la barre des 20 % du PIB vers 1970, tombe sous 10 % au milieu des années 1990 et est aujourd'hui autour de 5 %. La désindustrialisation touche cette fois tant la Flandre que la Wallonie, mais le processus avait non seulement été entamé plus tôt en Wallonie, mais est aussi plus brutal durant les années 1980 et 1990 dans le sud du pays, la Flandre bénéficiant de son appareil industriel plus rajeuni durant les Golden Sixties. Au total, cela laisse en fin de période un avantage d'industrialisation en faveur de la Flandre (18,2 % du PIB en 2015 contre 14,7 % en Wallonie). Structurellement, le poids que représentait jadis une industrie textile obsolète en Flandre a été résorbé et les secteurs de pointe technologiques sont nettement mieux représentés en Flandre qu'en Wallonie : en 2015, respectivement 5,7 % du PIB pour la chimie au sens large en Flandre contre 4,3 % en Wallonie (et encore ce chiffre est-il largement imputable à l'industrie pharmaceutique du Brabant wallon) et respectivement 3,3 % contre 2,8 % pour les fabrications de machines, d'équipements et de matériel de transport. Quant à la métallurgie de base et à la sidérurgie, elle s'est effondrée en Wallonie dans la seconde moitié des années 1970 et a ensuite continué son repli, pour un poids relatif aujourd'hui moindre qu'en Flandre.
- 12 Si Bruxelles concentre bien évidemment les services marchands (40,7 % du PIB régional contre 29,2 % en Flandre et 26,0 % en Wallonie), en particulier les services financiers et d'assurance (respectivement 17,5 %, 3,8 % et 3,9 % du PIB régional), on remarquera le sous-développement en Wallonie des services aux entreprises (hors activités financières et immobilières) : 17,0 % du PIB en Flandre et 16,1 % à Bruxelles en 2015 et seulement 12,1 % en Wallonie – malgré une belle progression de la recherche-développement scientifique, où elle fait nettement mieux que la Flandre, mais encore une fois l'industrie pharmaceutique du Brabant wallon y est pour beaucoup, même s'il ne faut pas négliger l'importance du pôle de recherche-développement liégeois.
- 13 Malgré la fédéralisation du pays, le poids de l'administration et de l'enseignement a continué à croître à Bruxelles, alors qu'il s'est stabilisé en Flandre et en Wallonie (dans ce dernier cas, à un niveau relatif nettement plus élevé que dans le nord du pays, par « défaut » d'autres activités). Encore l'importance du secteur administratif à Bruxelles est-elle sous-estimée puisque tous ces chiffres ne comptabilisent pas les activités du

secteur international qui ne relèvent pas de la comptabilité nationale belge (institutions européennes, OTAN, ambassades).

Tableau 3. Evolution de la structure du PIB dans les trois Régions.

Région flamande	1964(a)	1973	1980	1988	1999	2007	2011	2015
Agriculture,ylviculture et pêche	7,6	5,1	2,9	2,4	1,5	1,3	0,9	0,9
Industries extractives	1,6	2,0	0,8	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0
Denrées alimentaires, boissons et tabac	6,7	5,9	5,2	4,7	3,1	2,6	2,6	2,7
Textiles, habillement, cuir et chaussure	5,8	4,7	2,9	3,7	1,7	1,0	0,6	0,6
Bois, papier et imprimerie						1,3	1,1	1,0
Édition, audiovisuel et diffusion	3,2	3,8	3,2	3,1	2,2	0,7	0,7	0,6
Cokéfaction et raffinage					0,6	0,8	0,5	0,8
Industrie chimique	3,1	5,1	4,9	5,0	4,4	3,3	3,2	3,4
Industrie pharmaceutique						1,1	1,3	1,5
Prod. en caoutchouc et en plastique, autres prod. minéraux non métal.	1,5	1,3	1,1	0,9	1,9	1,8	1,5	1,4
Métallurgie et produits métalliques, sauf machines et équipements	1,2	1,9	1,3	1,9	3,2	3,2	2,4	2,1
Produits informatiques, électroniques et optiques					2,1	0,9	0,4	0,4
Équipements électriques	8,5	9,6	9,4	9,0		0,5	0,6	0,4
Machines et équipements n.c.a.					1,3	1,4	1,3	1,3
Matériels de transport					2,3	1,7	1,3	1,2
Autres ind. Manuf. ; réparation et install. De machines et d'équipements	1,4	1,9	2,0	2,2	0,8	0,8	1,1	0,9
Ind. Manufacturières (y compris édition)	31,3	34,3	30,0	25,6	25,5	21,7	18,6	18,2
Electricité, gaz, vapeur et air conditionné	1,9	2,8	3,1	3,0	2,7	1,3	1,6	1,3
Eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution						0,8	0,9	1,0
Construction (FF)	7,2	6,4	7,8	5,4	5,7	6,2	6,6	6,2
Transports et entreposage (HH)						6,5	6,2	5,6
Transports et entreposage (HH)	8,3	9,7	10,9	10,2	6,6	9,9	1,0	1,0
Télécommunications (IB)						15,0	15,6	15,9
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	17,4	16,9	21,9	18,5	12,7	14,8	14,0	13,8
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	11,0	11,7	10,9	12,1	1,6	1,7	1,8	1,9
Commerce, hébergement, restauration	11,0	11,7	10,9	12,1	14,3	16,5	15,9	15,7
Activités financières et d'assurances	2,3	2,5	2,9	4,5	4,2	3,0	3,5	3,8
Activités immobilières	6,0	4,1	4,1	5,2		8,9	8,7	8,4
Activités informatiques et services d'information					21,3	1,6	1,9	2,2
Recherche-développement scientifique						0,2	0,3	0,2
Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques						7,4	8,5	9,0
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques						0,6	0,6	0,6
Activités de services administratifs et de soutien						4,0	4,6	5,0
Services marchands						25,5	26,2	27,9
Activités pour la santé humaine						4,2	4,6	4,6
Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement	22,6	22,3	26,5	27,4	8,2	2,7	2,5	2,7
Arts, spectacles et activités récréatives						0,5	0,6	0,6
Autres activités de services						1,1	1,1	1,1
Activités des ménages en tant qu'employeurs; activités différenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre						0,3	0,2	0,1
Services sociaux, domestiques et non-marchands						8,5	8,2	8,9
Enseignement						5,8	5,9	6,4
Administration publique						5,7	5,1	5,2
Administration publique et enseignement						11,6	10,9	11,6
Services et administration	30,9	28,9	33,6	37,1	45,6	45,1	48,4	50,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

(a) Sans Hal-Vilvorde

Région wallonne	1965	1973	1980	1988	1999	2007	2011	2015
Agriculture,ylviculture et pêche	8,0	1,0	2,5	2,8	1,8	1,1	0,9	0,9
Industries extractives	4,5	2,2	1,1	0,8	0,4	0,3	0,3	0,2
Denrées alimentaires, boissons et tabac	5,1	4,6	4,3	4,5	2,3	2,1	1,9	2,1
Textiles, habillement, cuir et chaussure	2,5	2,2	1,2	0,8	0,4	0,2	0,2	0,2
Bois, papier et imprimerie						1,2	0,9	0,7
Édition, audiovisuel et diffusion	2,3	2,5	2,2	2,3	1,7	0,4	0,5	0,5
Cokéfaction et raffinage					0,0	0,0	0,0	0,0
Industrie chimique	2,1	2,3	2,6	3,2	3,2	1,7	1,5	1,5
Industrie pharmaceutique						3,3	2,8	2,8
Prod. en caoutchouc et en plastique, autres prod. minéraux non métal.	2,9	2,9	2,2	2,2	2,9	2,0	1,7	1,5
Métallurgie et produits métalliques, sauf machines et équipements	7,7	8,9	4,3	4,4	3,2	3,7	2,2	1,9
Produits informatiques, électroniques et optiques					1,2	0,3	0,4	0,4
Équipements électriques	9,3	8,3	8,8	5,4		0,6	0,6	0,4
Machines et équipements n.c.a.					1,5	1,1	1,1	1,0
Matériels de transport					0,7	0,7	0,7	1,0
Autres ind. Manuf. ; réparation et install. De machines et d'équipements	0,6	1,0	1,0	1,2	0,3	0,4	0,6	0,7
Ind. Manufacturières (y compris édition)	32,4	30,7	26,5	26,0	17,5	17,8	15,1	14,7
Electricité, gaz, vapeur et air conditionné	2,4	2,8	3,6	4,0	2,9	2,0	2,2	1,6
Eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution						0,9	1,2	1,2
Construction (FF)	6,1	7,2	8,8	5,7	5,5	5,7	6,1	5,7
Transports et entreposage (HH)	5,9	5,8	5,6	5,3	6,0	5,7	5,4	5,1
Télécommunications (IB)						1,5	1,2	0,8
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	14,4	15,9	18,0	15,0	14,3	15,4	16,0	14,4
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	9,6	11,0	10,0	12,5	10,2	11,4	11,0	11,0
Commerce, hébergement, restauration	9,6	11,0	10,0	12,5	12,6	12,9	12,7	12,9
Activités financières et d'assurances	1,6	2,1	2,6	3,7	3,8	2,7	3,5	3,9
Activités immobilières	6,5	4,7	4,9	6,6		11,5	10,5	10,0
Activités informatiques et services d'information					20,3	0,7	1,3	1,2
Recherche-développement scientifique						0,3	0,5	0,9
Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques						5,5	6,0	6,4
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques						0,7	0,5	0,5
Activités de services administratifs et de soutien						2,9	2,9	3,1
Services marchands						24,1	24,4	25,2
Activités pour la santé humaine						5,5	6,2	6,5
Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement	22,9	26,5	33,9	34,7	9,7	2,6	2,9	3,2
Arts, spectacles et activités récréatives						0,7	0,7	0,8
Autres activités de services						1,3	1,3	1,4
Activités des ménages en tant qu'employeurs; activités différenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre						0,9	0,2	0,1
Services sociaux, domestiques et non-marchands						10,6	10,3	11,2
Enseignement						8,9	8,4	9,3
Administration publique						10,7	9,2	9,3
Administration publique et enseignement						19,6	17,6	18,5
Services et administration	31,0	33,3	41,4	45,0	54,3	52,3	55,0	57,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Région de Bruxelles-Capitale	1965(a)	1973	1980	1988	1999	2007	2011	2015
Agriculture, sylviculture et pêche	1,2	0,6	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Industries extractives								
Dérivés alimentaires, boissons et tabac	4,2	3,5	3,0	3,0	1,1	0,7	0,6	0,6
Textiles, habillement, cuir et chaussure	2,1	2,1	0,7	0,6	0,4	0,2	0,0	0,0
Bois, papier et imprimerie						0,3	0,2	0,2
Édition, audiovisuel et diffusion	3,8	3,6	2,6	2,1	1,3	1,5	1,6	1,9
Colofaction et raffinage					0,3	0,9	-0,3	0,8
Industrie chimique	2,4	1,3	1,4	1,2	1,2	0,5	0,3	0,4
Industrie pharmaceutique						0,6	0,3	0,2
Prod. en caoutchouc et en plastique, autres prod. minéraux non métal.	0,8	0,2	0,2	0,2	0,4	0,2	0,2	0,1
Métallurgie et produits métalliques, sauf machines et équipements	0,3	0,1	0,0	0,0	0,5	0,4	0,2	0,2
Produits informatiques, électroniques et optiques					0,5	0,1	0,0	0,0
Équipements électriques						0,2	0,0	0,1
Machines et équipements n.c.a.	8,1	5,4	5,9	4,9		0,3	0,4	0,2
Matériels de transport						1,3	0,3	0,6
Autres ind. Manuf. / réparation et instali. De machines et d'équipements	0,9	0,6	0,4	0,3	0,1	0,3	0,4	0,4
Ind. Manufacturières (y compris édition)	22,5	16,7	14,4	12,3	7,3	6,4	4,4	5,5
Électricité, gaz, vapeur et air conditionné	1,6	2,0	3,7	1,3	2,6	2,9	2,9	1,7
Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution						0,6	0,8	0,7
Construction (IF)	8,0	6,7	5,9	4,3	2,2	2,7	2,5	2,7
Transports et entreposage (IHH)						5,3	5,5	5,2
Télécommunications (IB)	7,6	7,1	6,2	5,2	8,9	5,4	3,9	3,4
Énergie, eau, construction, transports et télécommunications	17,2	15,8	13,8	10,6	13,7	16,9	15,7	13,7
Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	17,2	17,7	14,4	15,4	11,1	11,2	10,4	8,9
Hébergement et restauration					1,8	2,0	2,0	2,1
Commerce, hébergement et restauration	17,2	17,7	14,4	15,4	12,9	13,2	12,3	11,0
Activités financières et d'assurances	9,9	12,1	14,6	19,5	16,8	15,0	18,5	17,5
Activités immobilières	7,3	5,9	6,4	7,8		6,9	6,7	7,0
Activités informatiques et services d'information						2,4	2,7	2,2
Recherche-développement scientifique					23,4	0,3	0,5	0,6
Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques						7,5	8,2	8,7
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques						1,7	1,1	1,0
Activités de services administratifs et de soutien						4,3	3,4	3,6
Services marchands						40,2	38,1	40,7
Activités pour la santé humaine						4,4	3,4	3,7
Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement	24,8	31,8	35,9	34,3	5,0	1,5	1,5	1,6
Arts, spectacles et activités récréatives						1,0	0,9	1,1
Autres activités de services						2,2	2,5	2,7
Activités des ménages en tant qu'employeurs; activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre						0,7	0,2	0,1
Services sociaux, domestiques et non-marchands						10,0	8,2	8,8
Enseignement						4,9	5,1	5,8
Administration publique						10,9	11,9	13,2
Administration publique et enseignement						15,8	17,0	19,0
Totaux	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

(a) Avec l'Als-Ville de

- 14 Ces évolutions structurelles ont été évidemment accompagnées de glissements géographiques entre les trois Régions du pays.
- 15 La période de l'industrialisation fordiste, avec sa mutation à l'intérieur des structures industrielles, entraîne une forte progression de la part de la Région flamande dans le PIB belge (de l'ordre de 48 % en 1955 à 55,2 % en 1973), alors que celle de la Wallonie se réduit d'autant (de 34,3 % à 28,6 %). Bruxelles voit aussi sa part se réduire, en conséquence de la désindustrialisation de la capitale. Une telle tendance est partagée à l'époque par beaucoup de grandes métropoles européennes, pour les mêmes raisons de désindustrialisation précoce dans les plus grandes villes. Durant cette période, c'est donc bien la réorganisation et le renouvellement de l'appareil industriel qui sont les principaux responsables du glissement de l'activité économique de la Wallonie, mais aussi de Bruxelles, vers la Flandre.

Tableau 4. Evolution de la part des arrondissements dans la formation du PIB.

Unité territoriale (Région/Province/Arrondissement)	1965	1964	1973	1980	1988	1999	2007	2011	2015
Belgique hors extra-régional	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Région de Bruxelles-Capitale	17,6	16,2	15,5	15,7	19,0	18,4	18,7	18,2	
Région flamande	65,7	51,2	55,2	57,0	58,6	57,3	58,1	57,7	58,7
Anvers (général)	15,7	17,5	18,7	19,8	20,4	18,8	19,1	18,9	19,1
Antwerpen					18,3	12,2	11,6	11,4	11,4
Mellein					2,5	2,8	3,3	3,1	3,3
Turnhout					1,6	1,9	2,2	2,4	2,5
Limbourg	4,8	4,7	5,9	6,4	7,3	6,4	6,4	6,3	6,4
Hasselt					4,4	3,8	3,8	3,8	3,8
Middel					1,7	1,5	1,5	1,5	1,5
Tongres					1,1	1,1	1,1	1,1	1,2
Flandre orientale	11,3	11,0	12,2	12,3	12,6	11,6	11,8	12,0	12,1
Alost					1,8	1,6	1,6	1,6	1,7
Hemond					1,4	1,3	1,2	1,2	1,2
Fekko					0,6	0,5	0,5	0,5	0,5
Gand					5,8	5,5	5,5	5,6	5,8
Anderlecht					1,0	0,9	1,0	0,9	0,9
Saint-Nicolas					2,0	1,8	2,0	2,0	2,0
Brabant flamand	...	8,1	7,4	7,6	7,3	10,1	10,4	10,4	10,8
Hil-Vilvoorde					1,1	6,3	6,6	6,4	6,7
Leuven					3,2	3,8	3,8	4,0	4,1
Flandre occidentale	9,7	10,2	10,9	10,9	11,0	10,4	10,3	10,1	10,2
Bruges					2,8	2,5	2,6	2,6	2,5
Flandre					0,4	0,3	0,3	0,3	0,3
Tournai					0,6	0,8	0,8	0,8	0,8
Courtrai					2,7	3,0	2,7	2,7	2,8
Ostende					1,4	1,0	1,1	1,0	1,1
Bruges					1,4	1,4	1,4	1,4	1,4
Tiel					0,8	0,9	0,9	0,8	0,8
Fumes					0,6	0,5	0,5	0,5	0,5
Région wallonne	34,3	31,1	28,6	27,5	25,7	23,6	23,5	23,7	23,1
Brabant wallon	1,9	1,9	2,0	2,2	2,3	3,0	3,7	3,8	3,8
Hainaut	14,0	12,5	11,5	10,4	9,4	8,3	8,0	7,9	7,7
Ath					0,5	0,4	0,4	0,4	0,4
Charleroi					3,5	3,2	3,0	2,9	2,7
Mons					1,9	1,5	1,5	1,5	1,5
Monsieur					0,6	0,6	0,5	0,5	0,6
Somain					1,1	1,0	1,0	0,9	0,9
Thiers					0,8	0,6	0,6	0,6	0,6
Tournai					1,1	1,0	1,0	1,0	1,0
Liège (général)	12,8	11,6	10,2	9,8	9,1	7,6	7,2	7,3	7,0
Huy					1,1	0,6	0,6	0,7	0,6
Liège					5,4	4,6	4,5	4,5	4,4
Verviers					2,1	2,0	1,8	1,8	1,7
Waremme					0,4	0,3	0,3	0,3	0,3
Luxembourg	1,9	1,7	1,7	1,8	1,8	1,7	1,7	1,6	1,6
Arlon					0,4	0,4	0,4	0,4	0,3
Bastogne					0,3	0,2	0,2	0,3	0,2
Marche					0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Famenne					0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Sud-Province					0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Vimes					0,4	0,3	0,2	0,2	0,2
Namur (général)	3,7	3,6	3,3	3,3	3,2	3,0	3,0	3,1	3,0
Dinant					0,7	0,6	0,5	0,5	0,6
Namur					2,1	2,1	2,2	2,3	2,1
Philippeville					0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Aire métropolitaine de Bruxelles (a)					20,1	20,4	20,7	20,8	20,7
Aire métropolitaine d'Anvers					14,3	12,2	11,6	11,4	11,4
Aire métropolitaine de Gand					5,8	5,5	5,5	5,6	5,8
Aire métropolitaine de Liège					5,4	4,6	4,5	4,5	4,4
Aire métropolitaine de Charleroi					1,5	1,2	1,0	0,9	0,9
Ensemble des aires métropolitaines					51,0	45,9	45,3	45,3	45,0
Triangle Bruxelles - Anvers - Gand (b)					40,0	37,3	37,8	37,8	38,2
Périmètre flamand occidentale (c)					12,0	11,0	11,0	11,0	11,0
Périmètre flamand orientale (d)					10,9	10,3	10,6	10,7	10,9
Ancien aie wallon (e)					15,9	13,6	12,9	12,9	12,4
Aire Brabant wallon - Luxembourg (f)					7,0	7,4	8,1	8,2	8,1

(a) Bruxelles, Hec de l'Etat, Brabant wallon
 (b) Anvers (et), Mellein, Louvain, Hec de l'Etat, Bruxelles Capitale, Brabant wallon, Anvers, Tournai, Gand, Saint-Nicolas
 (c) Flandre occidentale, Gand, Anderlecht
 (d) Turnhout, Limbourg
 (e) Mons, Charleroi, Somain, Tournai, Huy, Liège, Verviers
 (f) Brabant wallon, Namur (et), Dinant, Luxembourg

En 1995 intervient une modification importante de la méthodologie de régionalisation du PIB, qui prend mieux en compte les différences salariales à l'intérieur des entreprises. Cette modification ajuste sensiblement à la hausse la part de Bruxelles-Capitale dans le PIB national.

- 16 Durant les deux décennies 1980 et 1990 de tertiarisation massive, la Flandre stabilise sa position relative, bénéficiant entre autres de l'appareil industriel le plus moderne, construit durant la phase fordiste, ce qui lui permet de mieux contenir la régression de l'industrie. Bruxelles profite de la tertiarisation de l'économie (mais les chiffres bruxellois de 1999 sont gonflés par la meilleure prise en compte des niveaux salariaux bruxellois dans la régionalisation du PIB à partir de 1995) et la Wallonie continue son déclin, mais à un rythme quelque peu atténué : elle subit la crise de la sidérurgie et de ses fabrications mécaniques, entraînant aussi, du fait d'un plus faible pouvoir d'achat, de médiocres performances du secteur commercial et, par défaut, un hyper-développement relatif des secteurs publics et sociaux non-marchands.
- 17 À partir de 2000, dans un contexte de plus faibles mutations sectorielles, les parts des trois Régions se stabilisent, autour de 18 % pour Bruxelles-Capitale (sans doute de l'ordre de 20 % si on pouvait considérer l'activité des institutions internationales), de 58 % pour la Flandre et de 24 % pour la Wallonie. Notons, en fin de période, un sensible déclin commercial à Bruxelles-Capitale, malgré la croissance exceptionnelle de la population de la capitale, qui rend compte pour une part du glissement du commerce de gros vers sa périphérie et pour une autre de la concurrence croissante du commerce de détail suburbain, dans un contexte où la périurbanisation résidentielle des classes moyennes se poursuit, masquée par l'ampleur de l'immigration extérieure et l'impact démographique de la jeunesse de la population de la ville.

- 18 En conclusion, le tableau 5 ci-dessous croise mutations structurelles et mutations inter-régionales.

Tableau 5. Synthèse des mutations structurelles et régionales depuis les années 1950.

	Période fordiste	1975-1990	Après 2000
Mutations structurelles	Fortes mutations à l'intérieur du secteur industriel, qui se consolide globalement ; développement du secteur public	Très forte transformation inter-sectorielle : effondrement de l'industrie ; très fort développement des services aux entreprises et des services marchands en général	Poursuite des tendances de la période précédente, sur un rythme nettement plus faible
Mutations géographiques inter-régionales	Glissement majeur de l'économie industrielle de la Wallonie et aussi de Bruxelles-Capitale vers la Flandre	La tertiarisation profite à Bruxelles-Capitale ; stabilisation de la Région flamande ; poursuite, à un rythme un peu atténué, du déclin wallon	Stabilisation de la répartition inter-régionale : le glissement vers le nord du pays se poursuit, mais à un rythme ralenti
Mutations géographiques intra-régionales	Grande périphérisation, essentiellement en Flandre	Avantage aux régions centrales, en particulier leurs périphéries périurbaines, mais recul relatif des centres urbains (sauf pour les services non marchands)	

Structures économiques et dynamiques sous-régionales

- 19 L'analyse géographique peut être affinée en régionalisant l'économie belge sur la base des données disponibles au niveau des 43 arrondissements administratifs. On dispose à cette échelle de données de valeur ajoutée subdivisant l'ensemble de l'économie en 10 grands secteurs d'activité. Sur cette base et en s'appuyant sur les résultats d'une analyse typologique ascendante, on a déterminé des ensembles spatiaux relativement homogènes. Au-delà de l'utilisation de ces données, où l'ensemble de l'industrie, y compris l'extraction et les « utilities » ne forment qu'un seul secteur, il reste intéressant de considérer la structure propre de l'industrie pour préciser les caractéristiques de ces ensembles spatiaux. Nous les avons donc caractérisés sur la base de la répartition de l'emploi ONSS entre les différentes activités industrielles. Enfin, la taille des établissements, autre élément structurel important caractérisant les zones géographiques, a aussi été considérée, sur la base des chiffres d'emploi de l'ONSS par commune et taille d'établissement (données de fin 2014).
- 20 Sur cette base, on a divisé la Belgique en (tableau 6, figure 2) :
- un triangle métropolitain central, groupant les métropoles de Bruxelles, d'Anvers et de Gand et leurs périphéries. Cet ensemble métropolitain central produit à lui seul près des deux-tiers de l'activité économique du pays. On peut le subdiviser en trois zones métropolitaines : celles de Gand (arr. de Gand, Eeklo et Termonde), d'Anvers (Anvers, Saint-Nicolas, Malines, Turnhout) et de Bruxelles. Cette dernière aire métropolitaine (plus du tiers de l'économie belge à elle seule) peut être subdivisée, sur la base de structures fort différentes entre son centre et ses périphéries, en Bruxelles-Capitale, qui concentre les activités de commandement et administratives centrales et internationales, la périphérie proche flamande (Hal-Vilvorde) et wallonne (Nivelles) et une périphérie flamande plus externe (Alost et Louvain, ce dernier arrondissement étant plus autonome par rapport à Bruxelles, même s'il bénéficie de la proximité de l'équipement métropolitain, dans la mesure où il forme un bassin d'emploi propre).
 - une périphérie flamande, occidentale (dans laquelle il faut isoler le Littoral, avec des structures spécifiques) et orientale (le Limbourg), qui avaient toutes deux bénéficié fortement de l'industrialisation des Golden Sixties, sur le mode des districts marshalliens dans le premier cas, de la grande industrie fordiste à capitaux étrangers dans le second.

- les deux noyaux de l'ancien axe industriel wallon (Charleroi et Liège). Remarquons que, prises ensemble, ces deux métropoles wallonnes pèsent moins dans l'économie belge que la seule aire métropolitaine gantoise (7,1 % contre 7,6 %). D'autre part, elles poursuivent leur déclin relatif durant les années 2000 (perte de 0,7 points de % alors que les trois métropoles du triangle central en gagnent 1,5 entre 1999 et 2015).
- le reste de la Wallonie occidentale et centrale et de la province de Liège.
- la grande périphérie wallonne, peu densément peuplée, de l'arrondissement de Thuin à la province de Luxembourg, qui ne représente que 3,0 % de l'économie du pays.

Tableau 6. Evolution de la part des ensembles typologiques dans le PIB belge.

	1988	1999	2007	2011	2015
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Bruxelles-Capitale	15,7	19,0	18,4	18,7	18,2
Hal-Vilvorde	4,1	6,3	6,6	6,4	6,7
Nivelles	2,3	3,0	3,7	3,8	3,8
Périphérie métropolitaine externe (a)	5,0	5,5	5,4	5,6	5,8
Zone métropolitaine bruxelloise	27,1	33,8	34,1	34,5	34,5
Zone métropolitaine anversoise (b)	22,4	20,6	21,1	20,9	21,1
Zone métropolitaine gantoise (c)	7,7	7,2	7,3	7,4	7,6
Triangle central (d)	57,2	61,7	62,5	62,8	63,2
Périphérie flamande occidentale (e)	7,4	7,5	7,3	7,1	7,3
Littoral (f)	5,2	4,3	4,5	4,4	4,4
Périphérie flamande orientale (g)	7,3	6,4	6,4	6,3	6,4
Charleroi	3,5	3,2	3,0	2,9	2,7
Wallonie occidentale et centrale, hors Charleroi	6,7	6,0	6,1	6,1	5,9
Liège (arr.)	5,4	4,6	4,5	4,5	4,4
Reste de la province Liège	3,6	2,9	2,7	2,8	2,7
Province de Liège	9,1	7,6	7,2	7,3	7,0
Wallonie méridionale (i)	3,7	3,2	3,1	3,1	3,0

(a) Alost, Louvain

(b) Anvers (pve.), Saint-Nicolas

(c) Gand, Eeklo, Termonde

(d) Aires métropolitaines bruxelloise, anversoise et gantoise

(e) Audenarde, Roulers, Courtrai, Tielt, Ypres, Mouscron

(f) Dixmude, Fumes, Ostende, Bruges

(g) Limbourg

(h) Tournai, Ath, Soignies, Mons, Namur

(i) Thuin, Philippeville, Dinant, Luxembourg

Figure 2. Les ensembles spatio-structurels de l'économie belge et leur dynamique.

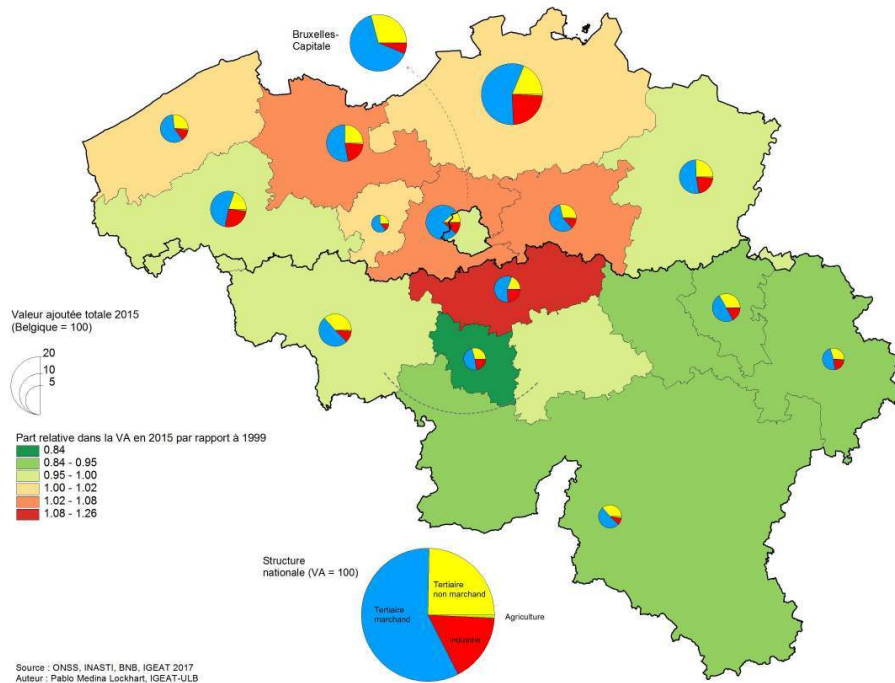


Tableau 7. Spécificité sectorielle et taille des établissements dans les ensembles spatio-structurels.

2015	Agriculture	Industry (comple extraction)	Industries extractives																								Coefficient de taille des établissements	
			Industries extractives	Industries alimentaires, boissons, tabac	Industrie textile, fabrication de vêtements, cuir	Industrie de bois, du papier et imprimerie	Industrie chimique et raffinage	Industrie pharmaceutique	Prod. en caoutchouc, plastique et autres prod. min. non métal.	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	Produits informatiques, électroniques et optiques	Fabrication d'équipements électriques	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	Fabrication de matériels de transport	Autres industries et réparation	Prod. et distr. d'électricité, gaz, vapeur et air conditionné	Gestion des eaux, des eaux usées et des déchets	Construction	Commerce/transport/hôtels, restaurants	Information et communications	Finances et assurances	Immobilier	Activités spécialisées	Administration/enseignement, santé	Autres services	Établissements industriels	Établissements non-industriels	
Total	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	40	53	
Bruxelles-Capitale	0,0	0,4	0,8	0,9	0,3	0,7	0,4	1,4	0,3	0,4	0,2	1,3	0,5	1,9	1,0	4,8	2,4	0,5	0,8	1,8	2,8	0,8	1,0	1,1	1,7	24	106	
Hal-Vilvoorde	0,3	0,7	0,2	1,4	0,1	1,4	1,2	0,4	1,0	0,5	0,3	1,6	1,1	0,8	2,3	0,6	0,8	0,7	1,7	1,9	0,4	0,9	1,6	0,5	0,5	21	39	
Nivelles	0,6	1,4	0,2	0,3	0,1	0,8	0,3	10,5	0,6	0,5	2,2	0,6	0,6	0,2	0,5	0,4	0,5	0,7	0,9	0,8	1,2	1,0	1,2	0,8	0,8	17	39	
Périphérie métropolitaine externe (a)	0,9	0,7	0,0	1,8	0,5	1,1	0,4	0,0	1,2	0,6	0,7	2,4	0,8	0,9	1,3	0,8	1,1	0,9	0,9	0,8	0,8	1,2	1,3	1,1	0,9	23	64	
Zone métropolitaine bruxelloise	0,3	0,6	0,3	1,1	0,3	1,0	0,6	3,0	0,8	0,5	0,8	1,5	0,7	1,0	1,2	1,6	1,3	0,6	1,0	1,5	1,8	0,9	1,2	1,0	1,2	35	80	
Zone métropolitaine anversoise (b)	1,0	1,4	0,5	0,9	0,3	0,8	2,2	1,5	0,8	1,0	0,7	1,0	1,0	0,9	1,0	0,7	1,0	1,1	1,1	1,0	0,7	0,9	1,0	0,8	0,8	31	42	
Zone métropolitaine gantoise (c)	1,2	1,3	0,0	1,0	1,2	1,4	0,7	0,2	0,7	1,1	0,6	0,8	0,4	2,6	0,7	1,0	0,8	1,2	0,9	0,8	0,6	0,9	1,0	1,0	0,9	36	51	
Triangle central (d)	0,6	0,9	0,3	1,0	0,5	1,0	1,3	1,7	0,7	0,8	0,7	1,1	0,8	1,3	1,0	1,1	1,0	0,8	1,0	1,3	1,3	0,9	1,1	0,9	1,0	30	62	
Périphérie flamande occidentale (e)	2,2	1,6	0,0	1,2	4,4	1,2	0,3	0,0	1,2	1,0	2,0	0,4	1,1	0,3	1,0	0,3	0,5	1,6	0,9	0,5	0,5	1,0	0,9	0,8	0,7	23	33	
Littoral (f)	2,2	0,8	0,1	1,4	0,4	0,9	0,4	0,0	0,7	0,5	2,4	0,2	4,2	0,5	1,2	0,8	0,9	1,3	1,1	0,4	0,4	1,6	0,9	1,1	1,1	38	36	
Périphérie flamande orientale (g)	1,5	1,3	0,6	0,8	0,4	0,9	0,8	0,0	0,8	1,6	0,6	0,7	1,3	1,0	0,7	0,7	1,4	1,0	0,6	0,5	1,0	0,9	1,0	0,8	35	33		
Charleroi	0,4	1,3	0,4	0,5	0,1	0,6	1,1	0,1	0,6	1,6	1,4	2,8	1,6	1,3	0,7	0,7	1,5	0,9	0,9	0,6	0,4	1,2	0,7	1,2	0,8	35	34	
Wallonie occidentale et centrale, hors Charleroi et Mouscron (h)	1,1	0,7	0,1	0,9	0,2	1,0	1,2	1,1	1,5	0,7	0,3	1,1	0,6	0,8	1,1	1,5	1,5	0,9	0,9	0,8	0,6	1,2	0,7	1,5	1,1	23	34	
Liège (art)	0,3	1,0	1,1	0,6	0,1	0,3	0,3	0,3	0,3	0,8	2,3	1,6	0,9	0,9	1,2	0,8	1,4	1,7	1,0	0,9	0,7	1,0	0,8	1,4	1,0	28	47	
Reste de la province Liège	2,1	1,2	0,4	1,5	0,7	0,6	0,7	0,5	1,4	0,8	0,2	2,8	1,3	0,2	0,8	1,8	0,9	1,6	0,9	0,3	0,3	1,2	0,7	1,2	1,0	25	18	
Province de Liège	1,0	1,1	1,2	1,0	0,4	0,5	0,4	1,1	1,6	1,0	1,6	1,1	0,7	0,8	1,6	1,3	1,2	0,9	0,5	0,5	1,1	0,7	1,3	1,0	27	37		
Wallonie méridionale (i)	2,9	0,6	6,7	1,4	0,1	2,7	0,6	0,4	2,0	0,6	0,0	0,1	0,5	0,3	0,6	0,8	1,5	1,5	0,9	0,2	0,3	1,8	0,6	1,5	1,0	13	32	

(a) Abbot, Louvain

(b) Anvers (dix.), Saint-Nicolas

(c) Gand, Eeklo, Temse

(d) Aisne métropolitaines bruxelloise, anversoise et gantoise

(e) Audemarde, Roulers, Courtrai, Tiel, Ypres, Mouscron

(f) Dinmude, Furnes, Ostende, Bruges

(g) Limbourg

(h) Tournai, Ath, Soignies, Mons, Namur

(i) Thuis, Philippeville, Dinant, Luxembourg

Les fortes spécificités sectorielles sont surlignées en rouge ou en jaune.

Le coefficient de taille a été calculé de la manière suivante : il s'agit d'une somme des pourcentages de l'emploi total dans les neuf catégories de taille d'entreprise définies par l'ONSS, pondérés par l'emploi moyen (à l'échelle nationale) des établissements relevant de ces neuf classes, à savoir respectivement 2, 3, 5, 8, 14, 25, 50, 100 et 285. Le secteur industriel inclut l'industrie extractive et les « utilities ». Les zones caractérisées par la grande taille de leurs établissements sont surlignées en rouge, par une petite taille, en bleu.

- 21 Le triangle métropolitain central bénéficie des structures les plus complètes, de sorte que globalement les spécificités extrêmes sont peu nombreuses. Les établissements y sont en moyenne de plus grande taille que dans les périphéries.
- 22 Bruxelles-Capitale s'identifie toutefois par une structure sectorielle la plus différente de celle de tout autre arrondissement du pays : sous-spécificité maximale de l'industrie, encore une bonne part de l'emploi industriel qui subsiste concerne-t-il des employés dans les sièges sociaux, sinon la fabrication de moyens de transport – avec la SABCA dans le secteur aéronautique et l'étonnante survivance d'un secteur automobile dans le paysage urbain (AUDI Forest), l'industrie pharmaceutique et la fabrication d'équipements électriques. Les entreprises industrielles bruxelloises subsistantes sont en moyenne de petites entreprises, à la différence de ce qui prévaut globalement dans le triangle central. La très forte spécificité de Bruxelles dans le secteur des « utilities » et aussi des communications est largement le fait de la localisation de sièges centraux et de direction. Dans le tertiaire, la taille moyenne exceptionnelle des établissements bruxellois rend compte évidemment de la concentration dans la capitale des fonctions centrales et de commandement ; on ne retrouve dès lors une telle caractéristique ni à Anvers, ni à Gand. Il est intéressant de constater que la plus forte spécificité bruxelloise concerne le secteur financier et non pas le secteur administratif (rappelons il est vrai l'absence de prise en compte du secteur administratif international, moteur essentiel de l'économie de la capitale et de son rayonnement international).
- 23 Le tableau des spécificités montre clairement que la périphérie bruxelloise n'est pas réellement concurrente de la capitale, mais plutôt complémentaire : elle rassemble plus les activités de production industrielle, avec le cas spécifique de la concentration de la pharmacie dans le Brabant wallon, qui explique la taille moyenne exceptionnelle des entreprises industrielles dans cette province, les services aux entreprises et les activités de maintenance, le transport aérien, le commerce de gros et la logistique, avec un pôle majeur pour ces activités autour de Zaventem. Tout cela dans des établissements de taille en moyenne importante. Cette partie suburbaine de la zone métropolitaine centrale bénéficie aujourd'hui des meilleures performances économiques, tirant parti des avantages d'agglomération en position centrale sans souffrir des coûts d'agglomération, sinon la moins bonne desserte en transports publics, qui va de pair avec une congestion routière accrue : la part du Brabant hors Bruxelles dans le PIB belge passe de 10,0 % en 1964 à 13,1 % en 1999 et 14,6 % en 2015.
- 24 Par rapport à l'aire métropolitaine bruxelloise, celles d'Anvers et de Gand restent beaucoup plus tournées vers l'industrie, et la grande industrie, avec d'une part le pôle pétrochimique portuaire anversoise, mais aussi la pharmacie en périphérie campinoise, et d'autre part la fabrication de moyens de transport (Volvo) et l'industrie du bois et du papier qui subsistent dans l'ensemble industrialo-portuaire gantois.
- 25 Malgré leur déclin industriel, les deux métropoles wallonnes restent marquées par les spécialisations issues de leur ancien tissu industriel (et sans doute plus encore par les structures sociales qui en ont résulté) : poids relatif important de la métallurgie de base et des fabrications métalliques, heureusement complétées par les fabrications de produits électroniques et informatiques, ainsi que des fabrications de machines et d'équipements à Charleroi, mais la fermeture de Caterpillar est intervenue depuis lors. Néanmoins, si la grande industrie continue à caractériser Charleroi, ce n'est plus le cas à Liège, où la taille

moyenne des entreprises industrielles est devenue modeste. Le secteur administratif est très spécifique, à nouveau par défaut, comme en général en Wallonie.

- 26 Les périphéries flamandes continuent de bénéficier d'une spécificité industrielle héritée pour une large part des développements des Golden Sixties.
- 27 Avec une structure caractérisée par son tissu de PME locales, la périphérie flamande occidentale conserve une spécificité textile, très modernisée, mais aussi dans la production électronique. Remarquons toutefois un certain essoufflement de cette zone, que l'on retrouve aussi dans d'autres districts marshalliens à travers l'Europe : à l'échelle des provinces, la part de la Flandre occidentale dans le PIB national avait progressé de 9,7 % à 11,0 % entre 1955 et 1999 ; elle se réduit à 10,2 % en 2015.
- 28 La périphérie limbourgeoise reste caractérisée par des spécialisations industrielles liées à son industrialisation fordiste typique des Golden Sixties, avec essor de la grande industrie de montage à capitaux internationaux, venue à l'époque y rechercher d'abondantes réserves de main-d'œuvre dans un bassin charbonnier en reconversion et dans des zones bien desservies par la voie d'eau et l'autoroute entre Anvers et l'Allemagne. Ces activités sont venues s'ajouter à quelques spécialisations apparues déjà au début du XX^e siècle : l'extraction des sables et graviers, l'industrie du verre, celle des non-ferreux. Il en reste des spécialisations dans la production de produits minéraux non-métalliques, de produits métalliques et la fabrication des moyens de transport, mais la grande phase fordiste appartient évidemment au passé et Ford-Genk, qui en était l'entreprise emblématique, a fermé. Dès lors, la périphérie flamande orientale, qui avait progressé de 4,5 % à 7,3 % du PIB belge entre 1955 et 1988, voit sa part stagner aujourd'hui au niveau de 6,4 %. Il reste du passé récent fordiste des tailles d'entreprises industrielles en moyenne plus importantes dans la périphérie flamande orientale que dans l'occidentale.
- 29 Ensemble, les deux provinces flamandes périphériques, typiques des deux modèles de la périphérisation industrielle des Golden Sixties, avaient progressé de 14,2 % du PIB belge en 1955 jusqu'à 16,8 % en 1973 et 18,3 % en 1988, pour revenir à 16,6 % en 2015.
- 30 En dehors des pôles de Liège et de Charleroi et du Brabant wallon, l'extraction et la production de produits minéraux non-métalliques restent caractéristiques de la Wallonie, ainsi que l'industrie du bois en Haute-Belgique. Pour le reste, ces zones périphériques wallonnes, mais c'est aussi vrai pour les périphéries flamandes, montrent des spécificités fortes en agriculture, et, sans doute en partie « par défaut » d'autres activités, dans la construction, l'immobilier et, en Wallonie, les services administratifs. Néanmoins, le développement de l'immobilier est certainement plus qu'une spécialisation « par défaut » au Littoral et dans le sud-est wallon (immobilier touristique, mais aussi demande induite par l'influence du Grand-duché). Tant les établissements industriels que non-industriels sont en moyenne de petite taille dans les périphéries wallonnes.
- 31 Remarquons enfin que l'analyse de ces données relativise le discours parfois tenu sur une dynamique wallonne le long d'un axe Brabant wallon – Namur – Arlon, qui s'opposerait à la faiblesse des performances le long de l'ancien axe industriel wallon. Il apparaît en fait à la lecture du tableau 8 que cette meilleure dynamique ne concerne en réalité que le seul Brabant wallon, donc dans des logiques d'implantation d'activités de haut niveau qualitatif en périphérie verte métropolitaine. Ailleurs le long de la N4, les performances sont certes supérieures à celles des anciens bassins industriels, mais elles restent modestes si on prend l'économie nationale comme référence.

Tableau 8. L'axe de la N4 vs. les anciens bassins industriels wallons.

	En pourcentage de l'économie belge					En pourcentage de l'économie wallonne				
	1988	1999	2007	2011	2015	1988	1999	2007	2011	2015
Anciens bassins wallons (a)	15,9	13,6	12,9	12,9	12,4	61,7	57,6	54,8	54,4	53,6
<i>Brabant wallon</i>	2,3	3,0	3,7	3,8	3,8	8,8	12,9	15,5	15,9	16,6
<i>Namur – Luxembourg (b)</i>	4,0	3,8	3,9	3,9	3,7	15,5	16,1	16,4	16,4	16,1
Axe de la N4	6,2	6,8	7,5	7,6	7,6	24,3	29,0	32,0	32,3	32,7
Reste de la Wallonie	3,6	3,2	3,1	3,1	3,2	14,1	13,4	13,2	13,3	13,7
Wallonie	25,7	23,6	23,5	23,7	23,1	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

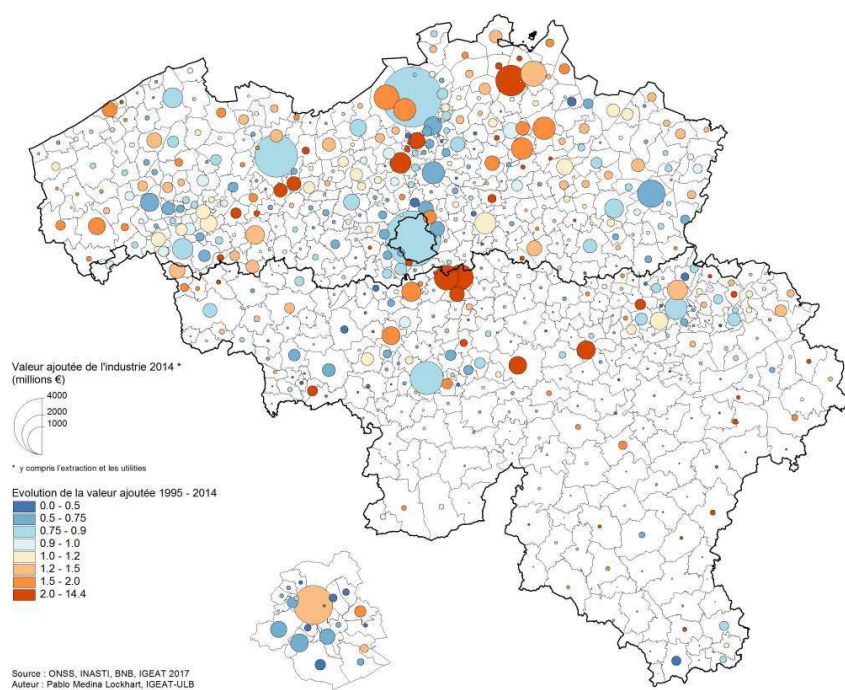
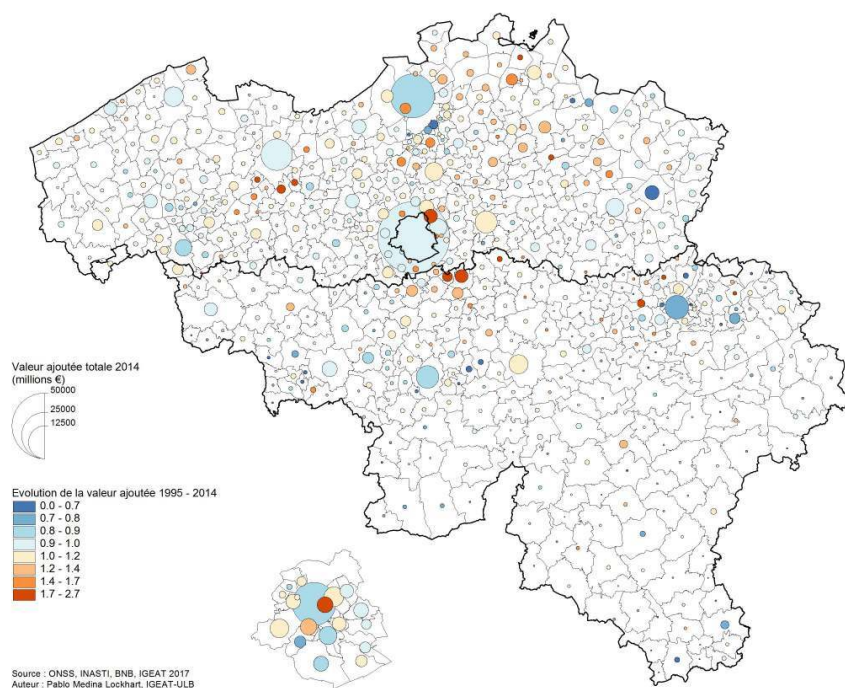
(a) Mons, Soignies, Thuin, Charleroi, Huy, Liège, Verviers

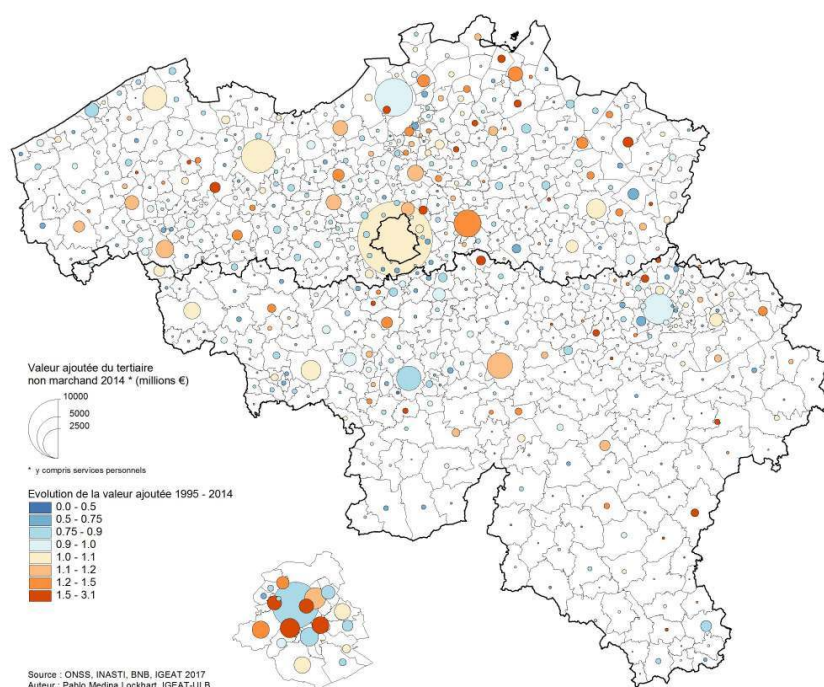
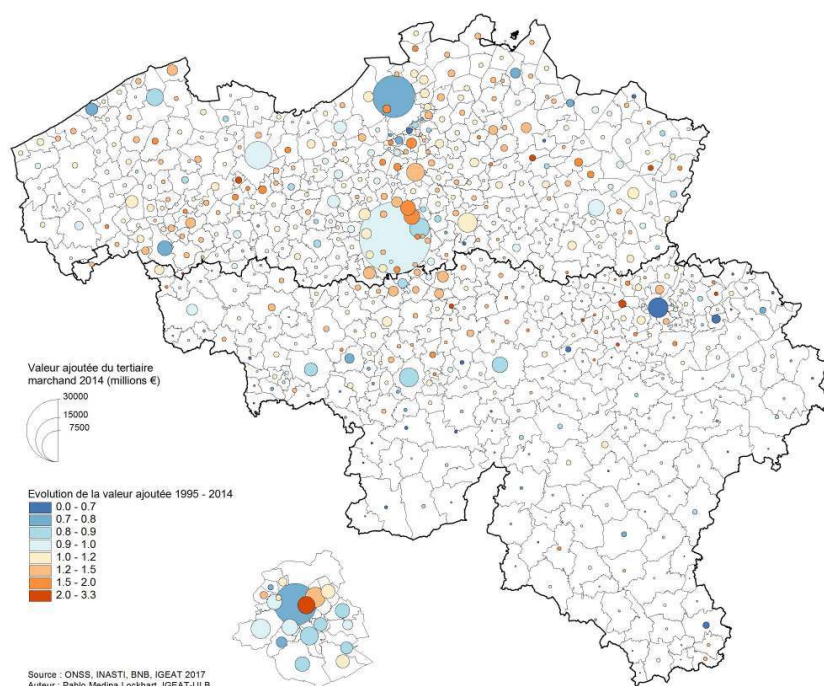
(b) Arr. de Namur et province du Luxembourg

La carte au niveau communal

- 32 À une échelle plus fine encore, la production de valeur a été ventilée au niveau communal, par désagrégation, essentiellement sur la base de l'emploi, des valeurs régionalisées au niveau des provinces et arrondissements. Cette méthodologie avait été inaugurée pour l'*Atlas économique de la Belgique* (1983). Les couleurs des cercles indiquent le glissement relatif de la production de valeur entre 1995 et 2014 (part de la seule commune dans la production de valeur à l'échelle nationale en 2014 divisée par cette part en 1995).
- 33 Dans l'industrie, le recul relatif des cœurs des grandes agglomérations est général, non seulement pour les cinq plus grandes, mais aussi pour d'autres villes (Hasselt-Genk, Malines, Courtrai, Roulers, Bruges, Verviers, Mons, Tournai). La baisse relative de Bruxelles-Capitale serait pire encore sans la présence de sièges sociaux industriels et d'entreprises du secteur des « utilities », comme en atteste la croissance relative de la seule commune de Bruxelles, où se concentrent beaucoup de ces sièges de direction. À l'inverse, les périphéries profitent d'un glissement relatif des localisations industrielles, mais aujourd'hui en ordre principal il s'agit des « périphéries centrales », banlieues aisées et vertes des grandes agglomérations (sud de Bruxelles, est d'Anvers, sud de Gand), alors que ce mouvement concernait plutôt la grande périphérie flamande durant les Golden Sixties. On peut aussi observer un bon comportement relatif de l'industrie le long des grands axes autoroutiers, mais il est plus net encore pour le tertiaire marchand (localisation de la logistique, de la maintenance et d'autres services aux entreprises) (autoroute Roi Baudouin, autoroute Courtrai – Anvers, axes Bruxelles – Anvers, Bruxelles – Namur, Bruxelles – Charleroi, autoroute de Wallonie). Comme pour l'industrie, on observe pour ces activités un glissement en défaveur des grandes villes, avec un recul particulièrement sensible à Liège, mais aussi à Anvers.
- 34 L'image du tertiaire non-marchand est sensiblement différente : ici, les grandes villes se comportent plutôt positivement, sauf Charleroi, Liège et Anvers. Deux villes bénéficient particulièrement d'un développement de leurs fonctions administratives, Namur, capitale wallonne, et Louvain, chef-lieu de la nouvelle province du Brabant flamand. En revanche, le tertiaire non marchand recule en général relativement dans les zones interstitielles entre les pôles principaux : on assiste donc à une concentration géographique des fonctions administratives et d'enseignement sur les nœuds de l'armature urbaine.

Figure 3 a, b, c, d. Valeur ajoutée par commune, totale et par grands ensembles sectoriels, et évolution relative entre 1995 et 2014.





Conclusions

- 35 Durant les Golden Sixties, l'économie flamande a bénéficié de la transformation du système industriel belge, en particulier dans ses zones périphériques, répondant plutôt au modèle du district industriel marshallien, qui lui a permis d'absorber la crise du textile traditionnel, dans le sud de la partie occidentale de la Région flamande, plutôt à celui de l'industrialisation fortement entraînée par les capitaux étrangers dans les industries de montage dans sa périphérie orientale, qui a su pour sa part résorber les impacts de la fermeture des charbonnages limbourgeois. Rien de tel en Wallonie, qui subissait alors de

plein fouet le déclin, dans son ancien axe charbonnier et industriel lourd, des fabrications métalliques, avant la crise finale de sa sidérurgie.

- 36 Les décennies 1980 et 1990 ont été celles de la transformation d'une économie industrielle en une économie post-industrielle. Cette mutation structurelle s'est accompagnée d'une « remétropolisation » de l'économie belge, profitant au triangle central Bruxelles – Anvers – Gand, plus dans des localisations péri-urbaines que dans les centres urbains eux-mêmes. Le poids économique relatif de la Flandre se stabilise ; celui de Bruxelles-Capitale augmente (mais moins toutefois que ce que ne suggèrent les chiffres, marqués par une rupture des séries statistiques en 1995) ; la Wallonie poursuit sur la lancée de son déclin, mais à un rythme ralenti.
- 37 Depuis le début des années 2000, les structures se sont stabilisées, avec néanmoins toujours un glissement en faveur du tertiaire marchand et une industrie réduite à la portion congrue, 15,1 % du PIB pour l'industrie manufacturière *sensu stricto*. Les structures spatiales elles aussi évoluent moins que précédemment, bien que la tendance à la recentralisation de l'économie, en faveur du triangle métropolitain central, se poursuive. Mais les grands centres urbains poursuivent un recul relatif et ce sont les zones péri-urbaines qui en profitent le plus. Parmi celles-ci, il faut épingler les résultats exceptionnels du Brabant wallon, devenu la province la plus dynamique du pays. En revanche, les performances restent médiocres dans les deux grandes métropoles wallonnes.

BIBLIOGRAPHIE

MARISSAL P., MEDINA LOCKHART P., VAN HAMME G., KESTELOOT C. & VANDERMOTTEN C. (2008), *Monographie n° 6*, SPF Economie, Politique scientifique fédérale.

MERENNE-SCHOUMAKER B., DECROLY J.M., VANDERMOTTEN C., VANNESTE D. & VERHETSEL A. (dir.) (2010), *Atlas de Belgique. T. 5. Géographie économique*, Commission de l'Atlas du Comité national de Géographie, Politique scientifique fédérale, Gand, Academia Press.

VANDERMOTTEN C. (1983), *Atlas économique de la Belgique*, Bruxelles, Société Royale Belge de Géographie et Université Libre de Bruxelles.

VANDERMOTTEN C., MARISSAL P. & VAN HAMME G. (2014, 3^e éd.), *La production des espaces économiques. T. 2. La formation des territoires*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles.

Sites statistiques statbel.fgov.be, www.nbb.be, www.onss.fgov.be, www.rsvz.be, respectivement du SPF Economie (ex-Institut National de Statistique), de la Banque Nationale de Belgique, de l'Office National de la Sécurité Sociale et de l'Institut National d'Assurances Sociales pour les Travailleurs Indépendants).

RÉSUMÉS

Cet article, essentiellement empirique, décrit l'état des lieux et l'évolution structurelle et spatiale de l'économie belge depuis les années 1950, dans une perspective macrogéographique, de l'échelle nationale à celle des communes, en utilisant systématiquement la valeur ajoutée comme indicateur. Avant 1975, les mutations structurelles ont avant tout concerné le secteur industriel. Les développements fordistes couplés à la crise charbonnière et à l'obsolescence de secteurs lourds traditionnels ont entraîné un glissement important de l'économie du sud vers le nord du pays. Les décennies 1980 et 1990 sont caractérisées par une mutation d'une économie industrielle en une économie post-industrielle, accompagnée d'une métropolisation de l'économie. Les structures et leurs spatialités sont plus stables depuis le début de ce siècle, même si les deux métropoles wallonnes continuent à souffrir de leurs héritages économiques et sociaux. Les meilleures performances sont aujourd'hui enregistrées dans la grande périphérie métropolitaine bruxelloise.

This empirical paper deals with the structural and geographical evolution of the Belgian economic pattern from the Fifties, in a macrogeographical perspective, from the national to the municipal scale. It uses systematically added value as indicator. Before 1975, the structural evolutions were mainly registered inside the industrial sector. The Fordist developments, the coal-mines crisis and the obsolescence of a part of the old heavy manufacturing led to a shift of the economy from the South to the North of the country. During the '80 and '90 decades, the transformation of the industrial to a post-industrial economy was accompanied by a process of metropolitanisation. The structures and their geographical pattern remained more stable since the beginning of the present Century, even if the two Walloon main urban areas always suffer from their economic and social legacies. The best economic outcomes are now observed in the large periphery of Brussels metropolitan area.

INDEX

Keywords : Belgium, economic structures, economic geography, added value

Mots-clés : Belgique, structures économiques, géographie économique, valeur ajoutée

AUTEUR

CHRISTIAN VANDERMOTTEN

Université Libre de Bruxelles et Académie Royale de Belgique, cvdmotte@ulb.ac.be